

(1)

(N° 395.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1925.

Projet de loi sur les distributions d'énergie électrique

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les applications de plus en plus nombreuses de l'énergie électrique dans le domaine de l'industrie comme dans celui de l'agriculture et de la vie journalière ont attiré l'attention du Gouvernement sur l'utilité de proposer des mesures en vue d'améliorer la situation actuelle tant au point de vue de la production de l'énergie que de son utilisation.

Il serait superflu d'insister sur les avantages que l'électricité présente au point de vue de la production de la lumière. L'extension rapide prise par ce mode d'éclairage montre suffisamment combien celui-ci est apprécié par les populations. Quant aux services que l'énergie électrique rend sous forme de force motrice, on les constate à tous les degrés de l'activité industrielle. Elle est utilisée aussi bien dans la grande industrie où elle sert à mouvoir les puissants engins des entreprises modernes que dans la petite industrie où elle actionne l'outillage des artisans et contribue à mettre ceux-ci à même de sauvegarder leur indépendance économique. L'industrie agricole, de son côté, n'a pas négligé de tirer parti de la force motrice électrique, et nombreuses sont déjà les exploitations qui en font usage pour leurs travaux. Les applications de l'électricité à la chimie et à la métallurgie ont, d'autre part, donné naissance à des procédés industriels nouveaux et il suffira de faire allusion aux conquêtes de l'électro-chimie et de l'électro-métallurgie pour donner une idée de l'importance que l'énergie électrique s'est déjà acquise dans le domaine industriel et pour faire entrevoir le rôle considérable auquel elle est appelée dans l'avenir.

Dispositions générales.

L'état actuel des choses se ressent encore grandement des circonstances dans lesquelles se sont faites les premières applications de l'énergie électrique à une époque où on entrevoyait à peine la facilité merveilleuse avec laquelle cette énergie se prête au transport à distance,

On sait qu'en vertu d'une disposition de la loi des 16 et 24 août 1790 (Titre XI, art. 3), les communes ont l'obligation d'assurer sur leur territoire respectif l'éclairage des rues, tant de celles qui font partie de la voirie de l'État et de la province, que de celles qui appartiennent au domaine communal. C'est pour s'acquitter de cette obligation que les communes ont été amenées à s'occuper des entreprises gazières d'abord, et par après des entreprises électriques alors qu'il était apparu que l'électricité pouvait être avantageusement employée aux mêmes fins. Ainsi naquirent les distributions actuelles de gaz et d'électricité qui sont exploitées dans des conditions très similaires, soit en régie par les communes elles-mêmes, soit par l'industrie privée, chaque commune octroyant à cet effet une concession exclusive tant pour desservir les services communaux que pour pourvoir aux besoins des particuliers. Il en est d'ailleurs ainsi aussi bien au point de vue de l'éclairage qu'au point de vue de la force motrice.

Mais alors que cette organisation s'adaptait parfaitement à la production et à la distribution du gaz d'éclairage, il en était autrement en ce qui concerne l'énergie électrique dont la production se fait dans des conditions très spéciales, et qui s'applique dans une mesure incomparablement plus importante aux usages industriels proprement dits.

Ces différences s'accusèrent d'ailleurs progressivement à mesure que la vogue de l'électricité allait en s'accroissant et que son utilisation dans tous les domaines de la production industrielle s'affirmait avec plus d'éclat.

L'expérience aidant, le problème électrique se pose aujourd'hui avec toute la netteté désirable. Il est dominé par cette considération que pour arriver, au point de vue de l'ensemble du pays, à produire économiquement l'énergie électrique, il importe de pouvoir opérer une judicieuse concentration des usines électriques qui utilisent la houille de nos charbonnages, et tirer parti des différentes sources naturelles et artificielles d'énergie potentielle dont la transformation doit s'opérer sur place.

Les progrès réalisés à la fois dans les machines génératrices d'électricité, dans les lignes à haute tension et dans les stations de transformation, permettent d'ailleurs de transporter avantageusement à de grandes distances le courant électrique ainsi engendré.

On comprend dès lors que les résultats que l'on peut attendre dans cet ordre d'idées dépendent, pour une très large part, des conditions générales dans lesquelles la voie publique peut être employée pour le transport et la distribution de l'énergie électrique.

Actuellement, lorsqu'une entreprise de distribution régie ou concédée par une commune doit emprunter la voie publique en dehors de la zone qu'elle est appelée à desservir comme aussi lorsque n'importe quelle autre entreprise se trouve dans le cas de devoir se servir de la voie publique, il y a lieu pour elle de se pourvoir d'une autorisation auprès des différentes autorités dont relèvent les routes que les conducteurs doivent emprunter. S'ils empruntent à la fois la voirie de l'État, celle de la Province et celle de multiples communes, le nombre des autorisations nécessaires peut devenir très considérable. Chacune des autorités en cause peut d'ailleurs accorder ou refuser l'autorisation qui lui est demandée ou soumettre celle-ci à des conditions techniques et commerciales fort différentes,

sans que le moindre recours soit ouvert à l'intéressé. Celui-ci dépend également du bon vouloir des différentes autorités en cause pour l'exploitation de sa ligne ou de son réseau, ainsi que pour le retrait toujours possible des autorisations consenties.

Il est inutile d'insister sur les inconvénients d'une telle situation. En vue d'y remédier, le projet dispose à l'article 2 que : tant pour leurs propres besoins que pour les permissions de voirie ou les concessions de distribution qu'ils accorderont en vue de la nouvelle loi, l'État, les Provinces et les Communes auront le droit d'effectuer ou de laisser effectuer par des particuliers ou des sociétés le transport et la distribution de l'énergie électrique au moyen de conducteurs empruntant la voie publique aussi bien lorsque celle-ci fait partie que lorsqu'elle ne fait pas partie de leur domaine respectif. Il en résultera que pour établir et exploiter une ligne électrique, les entreprises particulières n'auront plus besoin à l'avenir que d'une seule permission de voirie, quelles que soient les routes utilisées. Cela simplifiera de beaucoup les formalités et donnera la garantie que les installations seront établies et exploitées dans des conditions plus favorables au double point de vue économique et technique.

Si la réforme du régime actuel devait se borner à la mesure qui vient d'être indiquée, les services publics ainsi que les entreprises auxquelles est attribué le monopole de la distribution, seraient à peu près seuls à en bénéficier. Ses effets seraient dès lors assez limités. Pour réaliser une réforme plus large et tout à fait satisfaisante, il importe que, sur le parcours de leurs lignes, d'autres entreprises qui disposent de quantités importantes d'énergie électrique pour la vente, puissent obtenir l'autorisation d'en faire la distribution directement à certains consommateurs, alors surtout qu'elles seraient à même de les desservir dans des conditions particulièrement avantageuses. Or, cela n'est possible que moyennant de modifier le système des monopoles de distribution tel qu'il a été compris jusqu'ici.

S'inspirant de la loi française de 1906 qui visait en principe à limiter aux seules fournitures destinées à l'éclairage le monopole dont peuvent bénéficier les entreprises de distribution d'énergie électrique, la commission d'électricité du Département de l'Industrie et du Travail qui élaborait à cette époque le premier avant-projet de loi sur la matière, basa celui-ci sur les deux principes suivants : 1° régime du monopole en faveur des régies et des concessionnaires uniquement pour la distribution en vue de l'éclairage ; 2° régime de libre concurrence entre toutes les entreprises indistinctement pour la distribution en vue de la force motrice.

Vivement préconisée par les organes de la grande industrie, l'introduction de cette formule dans notre législation ne fut pas moins vivement combattue par les représentants des communes. Des particuliers et certaines sociétés, qui se préoccupaient plus spécialement du sort des petites concessions exploitées isolément s'y montrèrent également hostiles.

On fut ainsi amené à adopter un système transactionnel basé sur les principes suivants :

1° Régime du monopole en faveur des régies et des concessionnaires à la fois pour la distribution en vue de l'éclairage et pour la distribution en vue de la force motrice en-dessous d'une puissance limite déterminée ;

2° Régime de la libre concurrence entre toutes les entreprises pour la distribution en vue de la force motrice au-dessus de cette même puissance limitée, étant stipulé que dans le cas où cette distribution serait effectuée dans une zone dépendant d'une régie ou d'un concessionnaire par une autre entreprise que celle de la régie ou du concessionnaire, cette entreprise serait tenue d'acquitter de ce chef une redevance spéciale au profit des communes intéressées.

A cet effet, l'article 3 du projet de loi prescrit que les fournitures de courant électrique seront subdivisées en deux catégories A et B qui correspondent respectivement aux données ci-dessus. Il stipule au surplus que les fournitures de la catégorie A sont seules susceptibles de faire l'objet d'un monopole de distribution.

D'autre part, il résulte de la teneur de l'article 3 et de la finale de l'article 3, que l'énergie électrique destinée à l'éclairage dans les établissements utilisant les fournitures de la catégorie B peut être livrée accessoirement par l'entreprise qui effectue la fourniture principale.

Il est à peine besoin de faire remarquer, ce qui résulte en tout cas de l'article 1^{er}, que les conditions prévues ci-dessus ne seraient nullement applicables aux concessions antérieures, celles-ci continuant à être exploitées d'après les contrats intervenus. Ce n'est donc pas avant l'expiration de ces contrats que le nouveau régime de la limitation des monopoles pourra recevoir une application tout à fait générale dans le pays.

Production, transport et distribution de l'énergie électrique pour les services de l'Etat, des Provinces et des Communes.

Pour assurer la gestion des services publics, il importe que l'Etat, les Provinces et les Communes, soient à même de se procurer l'énergie électrique nécessaire dans les meilleures conditions possibles. C'est à quoi pourvoient l'article 4 en ce qui concerne l'Etat et les Provinces, et les articles 5 et 6 en ce qui concerne les Communes. Etant données au surplus les dispositions de l'article 2, il ne pourra plus se faire à l'avenir que l'Etat soit empêché de se servir de la voirie communale pour desservir ses propres établissements, ni qu'une commune soit empêchée par une autre commune d'emprunter la voirie de celle-ci pour se relier à une centrale qu'elle aurait établie en dehors de son propre territoire, par exemple, en vue de bénéficier de la proximité d'une voie navigable. Les dispositions dont il s'agit se justifient d'ailleurs d'autant plus que l'on a davantage recours à l'électricité. Elles seraient notamment d'une grande utilité dans le cas où il serait procédé à l'électrification du réseau des chemins de fer de l'Etat comme il en a déjà été question.

L'article 21 du projet permettra au Gouvernement de prescrire certaines règles auxquelles les diverses administrations en cause seront tenues de se conformer, notamment en ce qui concerne leurs rapports mutuels. Au surplus, leurs installations devront satisfaire aux conditions générales qui seront prescrites pour les entreprises privées, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité.

Mais en dehors de ce que comportent les besoins de leurs propres services, il peut y avoir intérêt à étendre le rôle de l'Etat et des Provinces afin d'améliorer

les conditions de la production et de la distribution de l'énergie électrique destinée à la consommation générale.

En vue de l'électrification générale du pays, certains projets ont déjà été élaborés qui poussent à l'extrême le principe de la concentration des centrales ; toutefois, les techniciens sont loin d'être d'accord au sujet des avantages qui pourraient en résulter. Cependant les circonstances peuvent se modifier et il ne faut pas se laisser surprendre ultérieurement par les progrès de la technique. A cet égard, le projet ne fait pas obstacle aux vues très larges dont il vient d'être question, il s'en inspire le plus possible, et admet en principe qu'une telle conception pourrait éventuellement être réalisée par l'État ou avec son concours. Dans les limites de leurs territoires respectifs, les provinces peuvent également entreprendre utilement aux mêmes fins l'établissement et l'exploitation d'usines et de réseaux électriques. Toutefois, en vue d'éviter, les cas échéant, le double emploi entre un réseau national et des réseaux provinciaux, l'exécution d'un réseau provincial se trouve subordonnée à une autorisation préalable du Gouvernement.

Conformément aux considérations générales qui ont été émises au commencement de cet exposé des motifs, le projet admet que les réseaux dont il s'agit, et qui seraient destinés en ordre principal à alimenter les entreprises de distributions locales régies ou concédées par les communes pourraient également desservir directement les particuliers pour les fournitures de courant électrique comprises dans la catégorie B.

Des distributions régies ou concédées par les communes.

Sauf en ce qui concerne l'étendue des monopoles, le projet maintient les bases essentielles du régime existant en ce qui concerne la distribution de l'électricité pour le public à l'intervention des communes, celles-ci pouvant comme par le passé constituer à cet effet des régies, ou bien recourir à des entreprises privées moyennant de leur octroyer des concessions.

Depuis longtemps déjà les techniciens insistent pour que les communes soient autorisées à s'associer en vue d'établir et d'exploiter en régie de vastes distributions intercommunales ou d'octroyer, aux mêmes fins, sur l'ensemble de leurs territoires, des concessions à des entreprises privées.

Il est généralement admis que le système de l'association peut faire faire d'importants progrès à la distribution de l'électricité.

La loi du 1^{er} mars 1922 accorde aux communes le droit de s'associer pour des objets d'un intérêt communal bien déterminé. Elle définit les conditions qui leur sont imposées pour la constitution de semblables associations avec ou sans le concours de l'État, des provinces ou des particuliers.

Les régies ne resteront plus cantonnées dans un isolement désavantageux qui ne leur permet pas, faute d'une clientèle étendue, de se pourvoir de centrales suffisamment puissantes pour produire l'énergie à bas prix. Elles disposeront, de plus, d'un meilleur réseau de distribution, et les conditions d'exploitation seront également plus favorables, de sorte que le public sera mieux desservi et pourra bénéficier de tarifs plus réduits.

La situation des communes associées sera également plus favorable dans le cas où la distribution serait concédée à une entreprise privée.

Quoique les distributions régies ou concédées par les communes puissent fournir en toutes quantités l'énergie électrique à tous les usages, le monopole qui peut leur être attribué est limité, comme il a déjà été dit, aux fournitures comprises dans la catégorie A, c'est-à-dire, celles pour l'éclairage et pour la force motrice pour autant, dans ce dernier cas, que la fourniture à cet usage ne dépasse pas une puissance déterminée.

La question de la fixation de cette puissance limite est délicate.

Si elle était fixée à un taux trop réduit, les régies et les concessionnaires se trouveraient dans des conditions peu favorables au développement de leurs installations, ce qui peut avoir pour conséquence d'empêcher l'abaissement du prix de revient et d'occasionner une élévation relative du prix de vente aux consommateurs d'énergie électrique pour éclairage et petite force motrice qui forment la très grande majorité.

Si elle était trop élevée, ce serait le monopole absolu établi en pratique, et dans ce cas, il pourrait se faire que des énergies naturelles, hydrauliques ou autres, ou des énergies dites de récupération, comme celles que l'on recueille en consommant dans des moteurs les gaz de hauts-fourneaux et de fours à coke, ne puissent trouver une utilisation suffisamment rémunératrice et par conséquent soient dissipées en pure perte comme c'est encore trop souvent le cas maintenant.

L'intérêt général commande d'encourager la récupération de ces énergies perdues et, aussi bien, il est d'une bonne politique économique de renforcer la position d'une industrie aussi vitale que la sidérurgie pour lui permettre de triompher dans la lutte très vive qu'elle doit soutenir sur les marchés extérieurs. Il importe donc d'assurer à cette industrie la possibilité de vendre avantageusement l'énergie électrique qu'elle est à même de produire en surplus de ses propres besoins. La puissance limite doit être fixée en conséquence.

D'aucuns estiment que le mieux serait de laisser au Gouvernement le soin de la fixer dans chaque cas particulier.

Cependant les exploitations régies ou concédées par les communes préfèrent à cet égard être pourvues d'une certitude et se trouver à l'abri de l'imprévu.

Un examen approfondi de cette question a conduit à proposer pour cette puissance limite le taux de 400 kilowatts, chiffre qui n'exclut du monopole réservé aux régies et aux concessionnaires que la grosse force motrice, voir même pour beaucoup de branches de l'industrie, la très grosse force motrice.

* * *

La régie étant un service public, les communes, en ce qui concerne l'occupation de la voirie, auront à suivre la procédure qui sera prescrite à cet égard pour les pouvoirs publics.

Quant aux délibérations des conseils communaux portant sur l'établissement même d'une régie de distribution, elles doivent être approuvées par la Députation Permanente, comme toutes autres se rapportant à n'importe quelle entreprise engageant les finances de la commune. Le projet de loi prévoit spécialement que les tarifs des régies pour l'éclairage et la petite force motrice devront recevoir

l'approbation de la Députation, ceci afin d'empêcher que, dans un but fiscal, il ne soit demandé des prix exagérés.

*
* * *

Lorsque la distribution est confiée à une entreprise privée, la nécessité d'une concession pour la vente de l'énergie électrique en vue de l'éclairage et, jusqu'à un certain degré, de la force motrice, se justifie en raison de l'importance des questions qui doivent être conventionnellement réglées entre la commune concédante et l'entreprise de distribution, et du soin avec lequel doivent être déterminés les droits et obligations des deux parties en présence. Il suffit pour le faire comprendre d'indiquer entre autres les points suivants : la durée de la concession, la spécification des fournitures sur lesquelles le concessionnaire pourra exercer un monopole et qu'il sera tenu d'effectuer, les prix et conditions auxquels le courant sera livré aux consommateurs ordinaires ou à la commune elle-même, le mode suivant lequel les canalisations devront être établies, les redevances auxquelles le concessionnaire pourra être tenu envers la commune. Le projet de loi ne comporte cependant à cet égard aucune prescription formelle ; il stipule simplement que la concession devra se faire sur la base d'un cahier des charges type à arrêter par le Gouvernement. En cas de dérogations justifiées par des circonstances locales, celles-ci devront d'ailleurs être également approuvées par le Gouvernement.

Les circonstances locales peuvent être telles que seule une partie d'une commune puisse être pourvue dans des conditions avantageuses d'une distribution d'énergie électrique. Aussi le projet prévoit-il à son article 8 que la concession n'est pas nécessairement générale, mais qu'elle peut se limiter à une partie du territoire de la commune.

Ainsi qu'il a été prévu dans un but facile à comprendre, la concession doit toujours faire l'objet d'une adjudication publique. La décision prise à la suite de celle-ci par l'administration communale est soumise à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

Du transport et de la distribution par des entreprises privées moyennant une permission de voirie.

En dehors du transport et de la distribution par les pouvoirs publics ou par des entreprises privées d'électricité pourvues d'une concession communale, le projet prévoit que la voie publique pourra également être utilisée pour le transport et, dans une certaine mesure, pour la distribution du courant électrique par des exploitations industrielles ordinaires ou des entreprises privées d'électricité. La question de l'occupation de la voirie étant alors, ou bien seule ou bien principalement, en cause, on a admis qu'elle serait réglée d'une manière générale par la délivrance d'une permission de voirie.

Les permissions de voirie peuvent toujours autoriser le transport de l'énergie électrique et aussi la distribution de cette énergie en ce qui concerne les fournitures comprises dans la catégorie B.

L'article 10 du projet détermine encore d'autres cas dans lesquels les permissions de voirie pourront être accordées dans l'intérêt de l'industrie. A cet égard,

les raccordements industriels et les interconnexions de centrales sont particulièrement à considérer.

Bien que ces raccordements et ces interconnexions ne puissent guère dans la plupart des cas entraver l'exploitation normale des distributions régies ou concédées par les communes, leur établissement a suscité en maintes circonstances une très vive opposition et ce au détriment d'un progrès réel. Une telle opposition ne pourra plus se manifester à l'avenir de la part des nouvelles distributions, grâce aux stipulations de l'article susdit.

*
* *
*

Lorsque la ligne à autoriser ne s'étend pas en dehors des limites territoriales d'une seule province, la permission est délivrée par la députation permanente moyennant l'approbation du Gouvernement. En cas de refus injustifié d'une autorisation par la députation permanente, ou lorsque la ligne s'étend sur le territoire de plus d'une province, ou encore lorsqu'elle passe en partie sur le territoire d'un pays voisin, la permission est délivrée directement par le Gouvernement.

D'une manière qui sera réglée par arrêté royal, les députations permanentes prendront l'avis des communes intéressées, avant d'accorder une permission de voirie et le Gouvernement, celui des autorités communales ou provinciales que la question regarde. En outre, un recours est ouvert aux communes et aux intéressés auprès du Roi contre les décisions des députations permanentes. Dans ces conditions, les intérêts des communes, comme ceux des industriels et des entreprises d'électricité, seront pleinement sauvegardés. Enfin, les décisions des députations permanentes, même si elles ne font pas l'objet d'un recours, sont soumises à l'approbation du Roi. On voit donc que toutes les décisions relatives aux permissions de voirie seront portées à la connaissance du Gouvernement, qui, grâce à cette mesure, sera à même de maintenir l'unité d'application de la loi.

En recourant en cette matière au système de la centralisation, on a voulu éviter que des autorités différentes puissent pour diverses sections d'une même ligne ou d'un même réseau, émettre des décisions contraires, ou encore imposer des conditions techniques divergentes et susciter ainsi, sans nécessité réelle, des difficultés qui rendraient onéreuse, voire même impossible, l'exécution de certains projets. On ne discutera pas, à cet égard, la procédure proposée en ce qui concerne les lignes s'étendant sur le territoire de plus d'une commune et qui représentent les cas les plus nombreux et de loin les plus importants. Mais une explication est nécessaire pour le cas des lignes qui se maintiennent sur le territoire d'une seule commune, attendu qu'alors le tout pourrait se borner à l'intervention d'une seule administration, à savoir celle de la localité dans laquelle la ligne serait établie. Mais, outre que les cas de l'espèce sont peu nombreux, il convient de tenir compte de ce que les administrations des communes de moindre importance n'ont pas dans leur personnel des agents possédant les connaissances spéciales nécessaires pour décider des conditions techniques et des mesures de sécurité qu'il y aurait lieu d'imposer. D'autre part, soit que ces lignes constituent de simples raccordements industriels destinés à relier plusieurs établissements faisant partie

d'une même entreprise industrielle, soit qu'elles servent à desservir pour la force motrice des consommateurs importants, il peut se rencontrer une certaine opposition d'intérêts entre ceux du demandeur et ceux de la distribution régie ou concédée par la commune. Dès lors, ces demandes risquent d'être vues avec défaveur et l'administration communale intéressée est exposée à faire preuve de partialité. C'est ce qui explique que l'on ait préféré suivre l'exemple de ce qui se fait déjà en matière d'autorisation pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, lesquels, conformément à l'arrêté royal du 29 janvier 1863, rentrent le plus souvent dans la compétence de la Députation permanente.

Les permissions de voirie se donnent généralement sans garantie de durée et, dans ce cas, elles sont essentiellement précaires. Afin de procurer néanmoins aux entreprises qui, sur la foi de telles permissions, engagent des capitaux importants, certaines garanties contre des retraits arbitraires, le projet prévoit que les actes de retrait de permission seront soumis aux mêmes formalités que les actes d'octroi. Au surplus, le retrait de permission apparaît comme une mesure exceptionnelle et dont l'application se limitera à des cas relativement rares. Dans la pratique, les permissionnaires préféreront, du reste, apporter à leurs installations les modifications réclamées par les exigences de la sécurité et de la conservation des routes ou nécessitées par l'exécution de travaux d'intérêt public, plutôt que d'encourir, par une opposition injustifiée, la perte des avantages qu'ils ont obtenus.

*
* *
*

Lorsque les lignes sont affectées exclusivement au transport de l'énergie électrique, il est tout naturel que la permission de voirie ne comporte aucune clause d'ordre commercial.

La question est plus complexe dans les cas où les lignes sont affectées à une distribution d'énergie, notamment pour la force motrice.

N'y a-t-il pas lieu de protéger les consommateurs contre les exigences d'un permissionnaire de voirie qui pourrait être tenté d'abuser d'un monopole de fait sinon de droit? Par exemple, en inscrivant dans la permission de voirie certaines clauses d'ordre commercial, tel un tarif maximum pour la vente de l'énergie.

On remarquera que sur ce point le projet reste muet. Ce silence est intentionnel, et doit être interprété en ce sens que, pour la délivrance des permissions, l'autorité a dans chaque cas toute liberté d'en décider d'après les circonstances. Ces circonstances sont d'ailleurs très différentes selon qu'il s'agit de fournitures pour la grande, pour la moyenne ou pour la petite industrie, ou bien encore selon que ces fournitures auraient lieu avec la concurrence effective d'autres entreprises ou non.

On comprend, en effet, que les établissements industriels qui requièrent des quantités d'énergie relativement importantes et sont par conséquent en mesure de produire celle-ci économiquement par leurs propres moyens, ne seront disposés à emprunter cette énergie de préférence à des réseaux d'électricité que si les prix consentis se comparent favorablement à leur propre prix de revient. Comme ils sont ainsi naturellement protégés contre les exigences des entreprises de

distribution, l'existence d'un tarif minimum ne leur est d'aucune utilité. Par contre, l'existence d'un tel tarif peut être une sauvegarde pour les établissements industriels de moindre importance. Elle le serait à coup sûr pour le travail à domicile et pour les petites exploitations agricoles.

**De l'installation des conducteurs sur la voie publique
ou sur les terrains privés.**

L'Etat, les provinces et les communes ou leurs régies, de même que les concessionnaires et les titulaires de permissions de voirie, ont le droit d'exécuter sur ou sous la voie publique les travaux que comportent l'établissement et l'entretien de leurs lignes ou réseau.

Le projet de loi reconnaît en outre aux pouvoirs publics certains droits à l'égard des propriétés qui bordent la voie publique. Ce sont :

1° Le droit de fixer des supports ou ancrages pour les conducteurs aériens à l'extérieur des murs et façades à front de rue ;

2° Le droit de faire passer sans attache ni contact des conducteurs aériens au-dessus des propriétés privées ;

3° Le droit d'ébrancher, c'est-à-dire de couper les branches d'arbres dont le mouvement ou la chute accidentelle pourraient provoquer des courts-circuits ou des ruptures de câbles.

Les mêmes droits peuvent être conférés, tant par les actes de concession aux concessionnaires des distributions communales, que par les actes de permission de voirie aux permissionnaires, pourvu toutefois, lorsqu'il s'agit de ces derniers, que leurs installations aient été reconnues d'utilité publique par arrêté royal.

Les droits d'attache, de passage et d'ébranchage dont il vient d'être question, revêtent le caractère de servitudes légales ; ils n'impliquent qu'une simple restriction du droit de propriété et donnent lieu à indemnité, s'il y a préjudice. Ces droits, qui sont analogues à ceux qui ont déjà été reconnus précédemment à l'administration des télégraphes et téléphones, se justifient non seulement en raison des facilités qu'ils procurent pour l'installation des lignes électriques d'intérêt public, mais aussi en considération des avantages qui en résultent au point de vue du désencombrement de la voie publique et de la sécurité des personnes et des choses. Les travaux auxquels l'application de ces droits donne lieu, n'entraînent aucune dépossession et ne font nullement obstacle à la libre disposition par le propriétaire de ses bâtiments ou terrains.

Il conserve le droit de démolir, de réparer ou de surélever, ainsi que celui de se clore ou de bâtir. D'autre part, ces travaux ne peuvent être exécutés qu'après approbation du tracé des conducteurs par l'autorité compétente, et dans les conditions déterminées par les règlements prévus à l'article 21.

* * *

Il arrive, — ce qui est spécialement le cas pour le transport à très haut voltage que les progrès incessants de la technique moderne tendent à multiplier, — que les lignes électriques projetées doivent satisfaire à des exigences exceptionnelles et aussi que, malgré les facilités que procurent les mesures légales dont il vient

d'être question, leur installation sur la voie publique, ou bien entraînerait des dépenses excessives, ou bien créerait pour la circulation ordinaire des entraves ou des dangers inadmissibles. De là la nécessité de faire passer ces lignes sur les terrains privés en y installant les supports nécessaires.

Il peut arriver aussi, surtout en raison de considérations inhérentes à la situation de certaines routes, que l'on soit amené à employer des conducteurs souterrains plutôt que des lignes aériennes. Dans ce cas, la nécessité de faire suivre au câble tous les détours des routes ordinaires peut grever lourdement le prix de revient de leur installation, de sorte qu'il pourrait se faire qu'une telle solution devrait être abandonnée malgré les grands avantages qu'elle peut présenter. Pour remédier à de telles situations et tenant compte au surplus de ce que l'installation de câbles sous le sol présente moins d'inconvénients pour les cultures que l'installation de supports pour les lignes aériennes, le projet a également admis la possibilité d'utiliser les terrains privés. A cet effet, il dispose qu'à l'intervention d'un arrêté royal qui reconnaîtrait à la ligne projetée un caractère d'utilité publique, l'entreprise pourrait être autorisée à installer sur ces terrains, soit des supports pour les lignes aériennes, soit des canalisations pour les lignes souterraines ; il va de soi que les accessoires des lignes pourraient être également établis sur ces terrains. L'entreprise intéressée serait admise à avoir sur ceux-ci l'accès indispensable pour permettre la surveillance et l'entretien de ces installations pendant la durée de l'exploitation.

Déjà la loi du 25 mai 1875 sur les concessions de télégraphie locale a permis l'établissement pour cet objet d'installations non seulement sur toute espèce de terrains privés, mais encore sur les bâtiments. Dans le cas présent, on pourra disposer uniquement des terrains qui ne sont ni clôturés ni bâtis, étant entendu que les installations devront être enlevées aussitôt que le propriétaire aura décidé de se clore ou de bâtir. La charge, étant donnée la nature des terrains qui peuvent en être grevés et les conditions auxquelles elle est subordonnée, ne constituera pour les propriétaires et les occupants qu'une gêne limitée. Ceux-ci au surplus seront indemnisés pour le préjudice qui leur est causé par l'établissement des poteaux, par la pose des câbles, comme aussi par les autres servitudes prévues par la loi. Le dédommagement auquel ils ont droit prendra la forme de redevances annuelles, mode de prestation qui a paru le plus équitable parce qu'il permet de maintenir une juste corrélation entre le paiement de l'indemnité et la durée de la servitude, et de faire bénéficier de la compensation celui qui subit réellement l'inconvénient de la charge.

De la protection des installations électriques.

Sous le régime des lois en vigueur, les installations électriques ne sont pas spécialement protégées. Les entreprises d'électricité se sont souvent plaintes de cet état de choses, qui est, du reste, de nature à causer de graves atteintes à l'intérêt général. La destruction ou même le simple arrêt des installations de production ou de transport d'énergie électrique peuvent, en effet, avoir pour conséquence de suspendre la vie industrielle ou sociale de toute une région, en

la privant brusquement de l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'industrie ou à la distribution de l'éclairage public et privé. En vue de réprimer ces atteintes, le projet étend aux installations pour la production, le transport, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique, la disposition de l'article 525 du Code pénal relatif à la destruction partielle ou totale volontaire des machines à vapeur, celle de l'article 524 qui vise l'empêchement des correspondances sur les lignes télégraphiques, celle de l'article 525 qui concerne la répression des faits prévus aux deux articles précédents, s'ils sont exécutés en réunion ou en bande et à l'aide de violences ou de menaces, et celle de l'article 563 qui punit ceux qui détruisent ou dégradent involontairement des fils, poteaux ou appareils télégraphiques.

Les articles 524, 525 et 563 ont déjà été rendus applicables aux lignes téléphoniques par la loi du 11 juin 1883, et à la radiotélégraphie et à la radiotéléphonie par la loi du 10 juillet 1908.

Une autre disposition qui rentre dans l'article 23 du projet doit être signalée. C'est celle qui attribue aux entreprises d'électricité la faculté de faire agréer et assermenter des gardes particuliers qui auront le droit de dresser des procès-verbaux contre ceux qui se rendront coupables d'atteintes aux installations électriques. Cette stipulation a été rendue nécessaire par le développement considérable que prennent les réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique et par l'insuffisance de surveillance dont elles souffrent actuellement, spécialement dans les parties rurales du pays. Les entreprises d'électricité ont déjà été obligées de préposer elles-mêmes des gardes à la surveillance de leurs lignes. Mais pour que l'action de ces derniers soit efficace, il faut qu'ils soient mis en mesure de dresser des procès-verbaux lorsqu'ils constatent des atteintes aux réseaux.

Dispositions transitoires.

Les entreprises électriques établies avant la publication de la loi continueront naturellement à fonctionner par après, et les demandes d'autorisation ne devront pas être renouvelées.

Rien n'empêche l'application de la loi nouvelle en ce qui concerne les régies communales. Il convient cependant d'apporter certains tempéraments dans les mesures d'exécution. C'est ainsi qu'il y a lieu de prendre en considération le fait que certaines communes, comptant sur le droit exclusif qu'elles possèdent dans la situation actuelle, en ce qui concerne l'utilisation de la voirie communale, ont pu être amenées à faire des installations spéciales pour permettre à leurs régies de fournir l'énergie électrique aux établissements ressortissant à l'État ou à la province. Afin de leur permettre d'amortir les dépenses engagées à cet effet, l'article 29 du projet prévoit que, dans ce cas, le droit qu'il reconnaît à l'État et à la province de disposer aux mêmes fins de la voirie communale, ne pourra être exercé avant un terme de dix ans.

De la même manière, cet article 29 contient une disposition qui assure d'une façon équitable pour les régies, la transition entre le régime antérieur

et le régime nouveau. Cette disposition indique que les établissements qui sont actuellement desservis pour force motrice par une commune exploitant en régie ne peuvent avant dix ans recourir à la concurrence pour la fourniture de la force motrice qui leur est nécessaire, même si au cours de ce terme la puissance requise venait à excéder la puissance limite de 400 kilowatts.

Mesures de réglementation complémentaires.

Il a déjà été signalé que le projet laisse au Gouvernement le soin de compléter la réglementation générale au point de vue des conditions d'exploitation des concessions et des permissions de voirie.

L'article 21 prévoit encore que des arrêtés royaux détermineront :

1° Les règlements généraux relatifs à l'établissement et à l'exploitation des lignes électriques ainsi qu'aux mesures de sécurité, sans préjudice du droit de police des autorités constituées ;

2° Les clauses d'un cahier des charges-type sur la base duquel pourra en tous cas se faire l'adjudication des distributions à concéder ;

3° L'échelle des redevances maxima que l'État, les provinces et les communes sont autorisées à percevoir pour l'occupation du domaine public par les lignes établies en vertu de permissions de voirie ;

4° La procédure à suivre par l'État, les provinces et les communes pour l'utilisation d'une voirie ne faisant pas partie de leur domaine respectif ;

5° La forme dans laquelle doit être faite la demande de permission de voirie, les documents qui doivent l'accompagner, les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels ces autorités doivent statuer et notifier leur décision aux intéressés.

Afin d'éclairer les administrations intéressées sur les multiples questions d'ordre technique que soulèvera la loi nouvelle, il a paru nécessaire de prévoir à l'article 22 du projet, l'institution auprès du Ministère de l'Industrie et du Travail, d'un comité consultatif.

Dans la composition de ce Comité, le Gouvernement aura soin que tous les intérêts en cause soient autant que possible représentés. Le Comité comprendra notamment des représentants des industries de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique et des représentants des industries et des particuliers qui font consommation de l'énergie distribuée soit pour l'éclairage, soit pour la force motrice.

Il a été jugé également nécessaire de prévoir au sein du Comité la constitution de sections permanentes pour permettre une répartition judicieuse du travail. Ce Comité, ou les sections permanentes établies en son sein, conformément au règlement organique qui sera pris par arrêté royal, donneront leur avis dans les cas expressément prévus par la loi, de même que sur toutes les questions d'application dont ils seront saisis par le Ministre.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.



(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JULI 1923

Wetsontwerp omtrent de verdeling van electrische energie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De meer en meer talrijke toepassingen der electrische energie op het gebied der nijverheid zoowel als op dat van den landbouw en van het dagelijksch leven, hebben de aandacht der Regeering getrokken op het nut maatregelen voor te stellen om den huidige toestand, zoowel onder oogpunt van energievoortbrengst als van energiebenutting, te verbeteren.

Het zou overbodig zijn een bijzonderen nadruk te leggen op de voordeelen der electriciteit onder oogpunt der lichtvoortbrengst. De snelle uitbreiding door deze verlichtingswijze genomen toont genoeg hoezeer zij door de bevolking wordt op prijs gesteld. Wat betreft de diensten door de electrische energie onder den vorm van drijfkraft bewezen, men constateert ze in al de stadia der nijverheidsbedrijvigheid. Zij wordt benut zoowel in de grootnijverheid, waarin zij dient tot het bewegen der krachtige tuigen van de hedendaagsche ondernemingen, als in de klein-nijverheid, waarin zij het gerederschap der ambachtslieden drijft en hen hulpzaam is in het vrijwaren hunner economische onafhankelijkheid. Het Landbouwbedrijf, zijnerzijds, heeft niet nagelaten nut te trekken uit de electrische drijfkraft, en talrijk reeds zijn de exploitaties die er zich voor hunne werkzaamheden van bedienen. De toepassingen der electriciteit op de scheikunde en op de metaalindustrie hebben, anderzijds, nieuwe nijverheidsprocédés doen ontstaan en het zal voldoende zijn te herinneren aan de overwinningen der electro-scheikunde en der electro-metaalindustrie om een gedacht te geven van de belangrijkheid die de electrische energie zich reeds heeft verworven op het nijverheidsgebied en om te laten doorschemeren, welk een gewichtigen rol zij in de toekomst geroepen is te vervullen.

Algemeene bepalingen.

De huidige toestand lijdt nog grootelijks van de omstandigheden onder dewelke de eerste toepassingen der electrische energie geschieden op een

tijdstip toen men nauwelijks de wonderlijke gemakkelijheid vermoedde waarmede deze energie zich leent tot het vervoer op afstand.

Men weet dat krachtens eene bepaling der wet van 16 en 20 Augustus 1790 (Titel XI, artikel 5), de Gemeenten er toe verplicht zijn op hun respectief grondgebied de verlichting der straten te verzekeren zoowel van die welke deel uitmaken van de Staats- en Provinciewegen, als van die behoorend tot het gemeentelijk domein. Het is om die verplichting na te komen dat de gemeenten er toe gebracht werden zich bezig te houden eerst met de gasondernemingen en later met de electricische ondernemingen, eens bewezen dat de electriciteit voordeelig kon gebezigd worden voor dezelfde doeleinden. Zóó ontstonden de huidige gas- en electriciteitsverdelingsondernemingen die onder zeer soortgelijke voorwaarden worden geëxploiteerd, hetzij in regie door de gemeenten zelf, hetzij door de private nijverheid; in laatst bedoeld geval verleent elke gemeente een uitsluitende concessie, zoowel voor de gemeentelijke diensten te bedienen als voor in de behoeften der particulieren te voorzien. Dit geldt overigens zóó, zoowel onder oogpunt der verlichting als onder dat der drijfkracht.

Maar terwijl deze inrichting zich volkomen aanpaste aan de voortbrengst en aan de verdeling van het gas voor de verlichting, was het gansch verschillend wat betreft de electricische energie: de voortbrengst er van geschiedt onder speciale voorwaarden en zij is in een niet te vergelijken belangrijke mate toepasselijk op de eigenlijke nijverheidsgebruiken.

Dit verschil is overigens op een voortgaande wijze naar voren getreden, naargelang de electriciteit meer en meer opgang maakte en dat haar benutting op het gansche gebied der nijverheidsvoortbrengst zich met meer luister veropenbaarde.

Dank de verkregen ervaring, is het vraagstuk der electriciteit heden met de gewenschte duidelijkheid gesteld. Voorop staat deze overweging: om, wat het land in zijn geheel betreft, tot het economisch voortbrengen van electricische energie te komen, dient men eene verstandige concentratie te kunnen bewerken der electriciteitsfabrieken die de steenkool onzer koolmijnen benutten, en dient men de verschillende natuurlijke en kunstmatige bronnen van potentiale energie wiens transformatie ter plaatse dient te geschieden, ten nutte te maken.

De verbeteringen, te gelijk gebracht aan machines, die electriciteit voortbrengen, aan de lijnen met hooge spanning en aan de transformatiestaties, veroorloven ten andere den electricischen stroom, op die wijze verkregen, op grooten afstand voordeelig te vervoeren.

Dientengevolge is het te begrijpen dat de uitslagen die men ten deze mag verwachten, grootendeels afhankelijk zijn van de algemeene voorwaarden waaronder de openbare weg voor het vervoer en voor de verdeling van electricische energie mag worden benut.

Thans, wanneer een door de gemeente in regie geëxploiteerde of geconcedeerde verdeelingsonderneming den openbaren weg buiten het gebied dat zij geroepen is te bedienen dient te benutten, evenals wanneer welke andere verdeelingsonderneming ook zich in het geval bevindt den openbaren

weg te moeten benutten, dan dient zij zich te voorzien van eene machtiging bij de verschillende autoriteiten van wie de wegen, die de geleidingen dienen te gebruiken, afhankelijk zijn. Indien zij tegelijk de Staatswegen, de Provinciewegen en de wegen van vele gemeenten benutten, dan kan het getal vereischte machtigingen aanmerkelijk groot worden. Elk der belanghebbende autoriteiten mag overigens de aangevraagde machtiging verleenen of weigeren, of deze onderwerpen aan zeer verschillende technische en handelsvoorwaarden, zonder dat de belanghebbende niet het minst verhaal daarop hebbe. Deze hangt insgelijks af van de goedwilligheid der verschillende belanghebbende autoriteiten voor de exploitatie van zijn lijn of van zijn net, alsmede voor het altijd mogelijk intrekken der verleende machtigingen.

Het is onnoodig een bijzonderen nadruk te leggen op de bezwaren van een dergelijken toestand. Om daarin te verhelpen, bepaalt het wetsontwerp in zijn artikel 2 dat : zoowel voor hun eigen behoeften als voor de toelatingen voor de wegen of de concessies van verdeelingsondernemingen, die zij, krachtens de nieuwe wet zullen verleenen, zullen de Staat, de Provincies en de Gemeenten het recht hebben elektrische energie door particulieren of door vennootschappen te vervoeren en te verdeelen, of te laten vervoeren en te laten verdeelen door middel van geleidingen benuttende de openbare wegen, die van hun respectief grondgebied deeluitmaken of niet. Daaruit volgt dat voor het aanleggen en het exploiteeren eener elektrische lijn de particuliere ondernemingen in het vervolg slechts één toelating voor de wegen zullen noodig hebben, welke ook de wegen zijn door hen benut. Dit zal grootelijks de formaliteiten vereenvoudigen en waarborgen dat de installaties, voordeliger, zoowel onder economische als onder technische voorwaarden, zullen worden ingericht en geëxploiteerd.

Indien de hervorming van het huidig regime zich tot bovenvermelde maatregel moest beperken, dan zouden de openbare diensten alsmede de ondernemingen die het verdeelingsmonopolie hebben verkregen, op weinig na, de eenige zijn om er voordeel uit te trekken. Vandaar zouden haar gevolgen nog al beperkt wezen. Ten einde een breedere totaal bevredigende hervorming te verwezenlijken, dienen andere ondernemingen, die over voldoende hoeveelheid elektrische energie voor den verkoop beschikken, de machtiging te kunnen erlangen, op het traject hunner lijnen rechtstreeks aan sommige verbruikers elektrische energie te verdeelen, vooral dan wanneer zij hen onder bijzondere voordelige voorwaarden er van zouden kunnen voorzien. Nu, dit is slechts mogelijk door het stelsel der verdeelingsmonopolies, zoo als dit tot nu toe werd opgevat, aanmerkelijk te wijzigen.

Onder den invloed der Fransche wet van 1906 die er, in beginsel, naar streefde het monopolie, op wier voordeelen de verdeelingsondernemingen van elektrische energie kunnen aanspraak maken, alleen tot de leveringen voor de verlichting te beperken, steunde de Electriciteitscommissie van het Departement van Nijverheid en Arbeid, die toenmaals het eerste wetsontwerp daaromtrent voorbereidde, onderhavig wetsontwerp op de volgende

twee beginselen : 1° Regime van het Monopolie ten behoeve der Regies en der concessiehouders, slechts voor de verdeeling met het oog op de verlichting, en 2° Regime van vrije mededinging onderling al de ondernemingen zonder onderscheid voor de verdeeling met het oog op de drijfkracht.

Hoe meer de organen der groot-nijverheid het invoeren dezer formule in onze wetgeving hevig aanpreesden, des te meer heviger werd die formule door de vertegenwoordigers der gemeenten bekampt. Particulieren en sommige vennootschappen, die zich meer speciaal bekommerden om het lot der kleine concessies, afzonderlijk geëxploiteerd, toonden zich daar tegenover insgelijks vijandig gezind.

Zoo kwam men er toe een transactioneel stelsel, gesteund op de volgende beginselen, goed te keuren :

1° Regime van het Monopolie ten behoeve der Regies en der Concessiehouders, te gelijk voor de verdeeling met het oog op de verlichting en voor de verdeeling met het oog op de drijfkracht beneden een bepaald grensvermogen ;

2° Regime der vrije mededinging onderling al de ondernemingen voor de verdeeling met het oog op de drijfkracht boven ditzelfde bepaald grensvermogen, bedongen zijnde dat, voor het geval dat bedoelde verdeeling binnen een gebied afhangende van een regie of van een concessiehouder mocht geschieden door een andere onderneming dan die der regie of van den concessiehouder, deze onderneming er toe gehouden zou zijn, uithoofde daarvan, een speciale retributie ten behoeve der belanghebbende gemeenten te betalen.

Te dien einde schrijft het artikel 3 voor dat de leveringen van electrischen stroom onderverdeeld worden in twee reeksen A en B die respectievelijk overeenkomen met bovenvermelde gegevens. Bovendien bepaalt het dat slechts de leveringen van reeks A vatbaar zijn voor het voorwerp uit te maken van een verdeelingsmonopolie.

Anderzijds, blijkens den inhoud van artikel 3 en de finaal van artikel 5, mag de electrische energie, voor de verlichting in de inrichtingen, die de leveringen der reeks B benutten, als bijkomstig worden geleverd door de onderneming die de voornaamste levering doet.

Het is amper noodig te laten opmerken, wat in alle geval voortvloeit uit het artikel 1, dat bovenvermelde voorwaarden geenszins toepasselijk zouden wezen op vroegere concessies; de laatstbedoelde blijven geëxploiteerd luidens de termen der afgesloten contracten. Het nieuwe regime der beperking van de monopolies zal, eerst wanneer bedoelde contracten zullen ten einde gelooopen zijn, over het land gansch algemeen kunnen toegepast worden.

**Voortbrengst, vervoer en verdeeling van electrische energie
voor de Staats- Provincie- en Gemeentediensten.**

Om het beheer der openbare diensten te verzekeren, dienen de Staat, de Provincies en de Gemeenten zich de noodige electrische energie, onder de best mogelijke voorwaarden te kunnen aanschaffen. Daarin voorziet artikel 4

wat betreft de Staat en de Provincies, en artikelen 5 en 6 wat betreft de Gemeenten. Gelet overigens op de bepalingen van artikel 2, zal het zich in het vervolg niet meer voordoen dat de Staat verhinderd weze de gemeentelijke wegen voor zijn eigen inrichtingen te benutten, noch dat een gemeente door een andere gemeente verhinderd weze de wegen van laatsbedoelde te benutten om zich te verbinden aan eene centrale, die ze buiten haar eigen grondgebied mocht opgericht hebben om, bij voorbeeld, voordeel te trekken uit een nabijgelegen bevaarbaren weg. Bedoelde bepalingen zijn ten andere te meer gerechtvaardigd, dat men meer gebruik maakt van de electriciteit. Zij zouden namelijk van groot nut zijn in geval dat er tot de electrificatie der Staatsspoorwegen zou worden overgegaan, zooals daar reeds sprake is van geweest.

Artikel 21 van het wetsontwerp zal de Regeering toelaten sommige regelen voor te schrijven naar dewelke de verschillende belanghebbende administraties zich zullen te schikken hebben, namelijk wat betreft hunne onderlinge betrekkingen. Overigens zullen hun installaties moeten voldoen aan de algemeene voorwaarden, aan private ondernemingen voorgeschreven, namelijk wat betreft de beveiligingsmaatregelen.

Maar buiten datgene voor de behoeften van hun eigen diensten vereischt, kan het van belang zijn den rol van den Staat en van de Provincies uit te breiden, tot verbetering der voorwaarden van de voortbrengst en van de verdeeling van elektrische energie tot het algemeen verbruik bestemd.

Met het oog op 's lands algemeene electrificatie, werden reeds sommige ontwerpen voorbereid die het beginsel van concentratie der centrales tot het uiterste drijven; nochtans gaan de technici, op verre na, niet akkoord omtrent de voordeelen die daaruit mochten voortvloeien. Toch kunnen de omstandigheden zich wijzigen en moet men zich niet naderhand door den vooruitgang der techniek laten verrassen. In dit opzicht is het ontwerp geen hindernis voor die breede opvattingen, het wordt er zooveel mogelijk door beïnvloed en het geeft toe, in beginsel, dat dergelijke opvatting, in voorkomend geval, door den Staat of met diens samenwerking, zou kunnen verwezenlijkt worden. Binnen de grenzen van hun respectief grondgebied, mogen de provincies insgelijks het aanleggen en het exploiteeren van electriciteitsfabrieken en van elektrische netten voordeelig met hetzelfde doel ondernemen. Nochtans, ten einde, in voorkomend geval, het dubbel zijn van een nationaal net en van provinciale netten te vermijden, wordt de uitvoering van een provinciaal net afhankelijk gesteld van een voorafgaandelijke Regeeringsmachtiging.

Overeenkomstig de algemeene overwegingen, bij den aanvang dezer Memorie van Toelichting uiteengezet, laat het wetsontwerp toe dat bovenvermelde netten, die er hoofdzakelijk zouden toe bestemd zijn plaatselijke door de gemeenten in regie beheerde of geconcedeerde verdeelingsondernemingen van elektrische energie te voorzien, ook rechtstreeks particulieren zouden mogen bedienen voor de in de reeks B vervatte leveringen van elektrischen stroom.

**Door de gemeenten in regie beheerde of geconcedeerde verdeelings-
ondernemingen.**

Tenzij wat betreft den omvang der monopolies, handhaaft het wetsontwerp de essentiële grondregelen van het bestaande regime inzake electriciteitsverdeling voor het publiek, door tusschenkomst der gemeenten, zóó echter dat zij, als voorheen, regies mogen inrichten met dit doel, ofwel tegen het verleen van concessies, hun toevlucht mogen nemen tot private ondernemingen.

Sedert lang dringen de technici er op aan, dat de gemeenten er toe worden gemachtigd zich te vereenigen ten einde uitgestrekte tusschengemeentelijke verdeelingsondernemingen aan te leggen en in regie te exploiteeren, ofwel ten einde, op gansch het tusschengemeentelijk grondgebied, met hetzelfde doel concessies aan private ondernemingen te verleen.

Algemeen wordt er aangenomen dat het stelsel der vereniging een belangrijken vooruitgang voor de verdeelingsondernemingen kan teweegbrengen.

De wet van 1 Maart 1922 verleent de gemeenten het recht zich te vereenigen voor aangelegenheden met een nauwkeurig bepaald gemeentelijk belang. Zij definieert de voorwaarden vereischt voor het tot stand brengen van dergelijke vereenigingen, met of zonder de tusschenkomst van den Staat, van de Provinciën of van particulieren.

De regies zullen niet langer meer blijven in de schadelijke afzondering die hen hindert, bij gebrek aan een uitgebreide klandizie, zich te bedienen van centrales, sterk genoeg om de energie tegen kleinen prijs voort te brengen. Zij zullen, daarenboven, beschikken over een beter verdeelingsnet, en de exploitatievoorwaarden zullen insgelijks voordeliger zijn, zoodat het publiek beter zal bediend worden en van meer verminderde tarieven zal kunnen genieten.

De toestand der vereenigde gemeenten insgelijks zal gunstiger zijn wanneer de verdeling aan een private onderneming zal worden geconcedeerd.

Alhoewel de verdeelingsondernemingen door de gemeenten in regie beheerd of geëxploiteerd in alle hoeveelheid de voor alle gebruik vereischte elektrische energie mogen leveren, wordt het monopolie dat hun, gelijk reeds werd gezegd, mag worden verleend, beperkt tot de leveringen vervat in de reeks A, 't is te zeggen, deze voor de verlichting en voor de drijfkracht, voor zoover de levering voor de drijfkracht een bepaald grensvermogen niet overschrijdt.

Dit grensvermogen vaststellen is zeer kiesch.

Werd het te laag vastgesteld, dan zouden de regies en de concessiehouders, voor de ontwikkeling hunner installaties, zich in weinig gunstige voorwaarden bevinden; dit kan voor gevolg hebben het verlagen van den kostprijs te verhinderen en aanleiding te geven tot een betrekkelijke verhooging van den verkoopprijs aan de verbruikers van elektrische energie voor de verlichting en voor de kleine drijfkracht, die de zeer groote meerderheid uitmaken.

Werd het te hoog vastgesteld, het volstrekte monopolie zou praktisch

ingevoerd zijn en in dit geval zou het kunnen gebeuren dat natuurlijke, hydraulische of andere energies, ofwel energies genaamd « van inwinning » — zooals die ingewonnen door het gebruik in de motoren, van de gassen der hoog- en cokesovens — niet meer een genoeg winstgevende benutting zouden vinden, en bijgevolg gansch verloren en verspild worden, zooals dit nog te veel het geval nu is.

Het algemeen belang vereischt het inwinnen dier verlorene energies aan te moedigen; ook wel is het een wijs economisch beleid eene nijverheid, zoo levensvatbaar als de ijzernijverheid, te versterken, ten einde haar toe te laten in den zeer hevigen strijd met de buitenlandsche markten te zegevieren. Aan haar dient dus de mogelijkheid verzekerd de electrische energie die zij, boven de energie voor haar eigen behoeften, kan voortbrengen, voordeelig te kunnen verkoopen. Dienovereenkomstig moet het grensvermogen worden bepaald.

Sommige meenen dat het best ware dit grensvermogen door de Regeering voor elk particulier geval te laten vaststellen.

Nochtans verkiezen, te dien aanzien, de exploitaties, door de gemeenten beheerd of geconcedeerd, een zekerheid te hebben en aan het onvoorziene niet blootgesteld te staan.

Een grondig examen heeft er toe geleid 400 kilowatts als grensvermogen voor te stellen. Dit getal sluit enkel buiten het monopolie, aan de regies en aan de concessiehouders voorbehouden, de hooge, ja zelfs voor vele nijverheidstakken, de zeer hooge drijfkraft.

*
* * *

Vermits de regie een openbare dienst is, dienen de gemeenten, voor het bezetten van den openbaren weg, de proceduur te volgen, te dien aanzien aan de openbare machten voorgeschreven.

Gelijk alle beraadslagingen omtrent welke onderneming ook, waarbij de gemeentefinanciën in betrokken zijn, dienen de beraadslagingen der gemeenteraden omtrent het inrichten zelf eener verdeelingsregie door de Deputatie goedgekeurd. Het wetsontwerp voorziet speciaal dat de tarieven der regies voor de verlichting en voor de kleine drijfkraft de goedkeuring der Deputatie moeten ontvangen, dit om te vernijden dat er overdreven prijzen worden gevraagd, om belastingen te kunnen heffen.

Wanneer de verdeeling aan een private onderneming is toevertrouwd, wordt de noodwendigheid eener concessie voor den verkoop van electrische energie voor de verlichting en, tot op een zekeren graad, voor de drijfkraft gerechtvaardigd wegens de belangrijke aangelegenheden die, door middel eener overeenkomst, tusschen de gemeente, die concessie verleent, en de verdeelingsonderneming, dienen geregeld, en wegens de zorg waarmee de rechten en de verplichtingen der twee aanwezige partijen dienen omschreven. Om dit te doen begrijpen is het voldoende, onder meer, volgende punten aan te duiden : den duur der concessie, de specificatie der leveringen waarop de concessiehouder een monopolie zal mogen uitoefenen en

waarvan hij zich zal moeten kwijten, de prijzen en de voorwaarden waaronder de stroom aan de gewone verbruikers of aan de gemeente zelf zal worden geleverd, de wijze waarop de geleidingen dienen aangelegd, de retributies waartoe de concessiehouder tegenover de gemeente zal kunnen gehouden zijn. Het wetsontwerp bevat echter, te dien aanzien, geen enkel formeel voorschrift; het bepaalt eenvoudig dat de concessie dient verleend op grond van aanbestedingsvoorwaarden, door de Regeering vast te stellen. In geval van afwijkingen, door plaatselijke omstandigheden gerechtvaardigd, dienen zij overigens insgelijks door de Regeering goedgekeurd.

De plaatselijke omstandigheden kunnen zoodanig zijn dat alleen een gedeelte eener gemeente, van een verdeelingsonderneming van electrische energie, voordeelig kan worden voorzien. Ook voorziet het wetsontwerp in zijn artikel 8 dat de concessie niet noodzakelijk algemeen is maar dat zij zich tot een gedeelte van het grondgebied der gemeente mag beperken.

Gelijk het voorzien is geworden, — het is gemakkelijk te begrijpen met welk doel — dient de concessie altijd het voorwerp te zijn eener openbare aanbesteding. De naar aanleiding dier aanbesteding door het gemeentebestuur genomen beslissing is onderworpen aan het advies der Deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

Vervoer en verdeeling door private ondernemingen mits een toelating voor de wegen.

Buiten het vervoer en de verdeeling door de openbare machten of door private electriciteitsondernemingen, aan wie een gemeentelijke concessie werd verleend, voorziet het wetsontwerp dat de openbare weg insgelijks zal mogen benut worden voor het vervoer, en, in zekere mate, voor de verdeeling van electrischen stroom door gewone nijverheidsexploitaties of door private electriciteitsondernemingen. Het bezetten der wegen, zijnde dan ofwel alleen, ofwel hoofdzakelijk daarin betrokken, heeft men aangenomen dat het op een algemeene wijze zou worden geregeld door het afleveren eener toelating voor de wegen.

Toelatingen voor de wegen mogen altijd machtigen tot het vervoer van electrische energie en ook tot de verdeeling dier energie, wat betreft de leveringen, vervat in de reeks B.

Artikel 10 van het wetsontwerp bepaalt nog andere gevallen waarin de toelatingen voor de wegen mogen verleend worden in het belang der nijverheid. Te dien aanzien dient men bijzonder te letten op de nijverheidsverbindingen en op de interconnexies van centrales.

Alhoewel in de meeste gevallen deze verbindingen en deze interconnexies de normale exploitatie der door de gemeenten in regie beheerde of geconcedeerde verdeelingsondernemingen niet mogen belemmeren, heeft het aanleggen er van in menige omstandigheid een zeer hevig verzet verwekt en dit ten koste van den werkelijken vooruitgang. Dergelijk verzet zal zich in het vervolg niet meer voordoen van wege de nieuwe verdeelingsondernemingen dank zij de bepalingen van bovenvermeld artikel.

Wanneer de lijn, waartoe wordt gemachtigd, zich niet buiten de territoriale grenzen eener enkele provincie uitstrekt, dan wordt de toelating voor de wegen door de Deputatie verleend, mits goedkeuring der Regeering. In geval van onrechtmatige weigering eener machtiging door de Deputatie of wanneer de lijn zich uitstrekt over het grondgebied van meer dan een provincie, of nog wanneer ze gedeeltelijk loopt op het grondgebied van een naburig land, dan wordt de toelating rechtstreeks door de Regeering afgeleverd.

Op een wijze, door Koninklijk besluit te regelen, zullen de Deputaties het advies nemen der belanghebbende Gemeenten, vooraleer een toelating voor de wegen te geven, en de Regeering, dat der gemeentelijke of provinciale overheid, wie de vraag aanbelangt. Bovendien hebben de gemeenten en de belanghebbenden een verhaal bij den Koning op de beslissingen der Deputaties. Onder die omstandigheden zijn zoowel de belangen der gemeenten als die der nijveraars en der electriciteitsondernemingen volkomen gewaarborgd. Eindelijk zijn de beslissingen der Deputaties, zelfs als zij niet het voorwerp zijn van een verhaal, onderworpen aan 's Konings goedkeuring. Men ziet dus dat al de beslissingen, de toelatingen voor de wegen betrekkelijk, ter kennis der Regeering zullen gebracht worden. Dank zij dien maatregel, zal de Regeering de eenheid in de toepassing der wet kunnen handhaven.

Met in deze aangelegenheid het stelsel der centralisatie aan te kleven, heeft men willen vermijden dat verschillende autoriteiten tegenovergestelde beslissingen laten vallen voor de verschillende secties van één zelfde lijn of van één zelfde net, of ook, verschillende technische voorwaarden opleggen en zoo, zonder werkelijke noodzakelijkheid, moeilijkheden verwekken die de uitvoering van sommige ontwerpen kostbaar en zelfs onmogelijk zouden maken. Te dien aanzien zal men niet betwisten de voorgestelde proceduur, wat betreft de lijnen die zich uitstrekken over het grondgebied van meer dan een gemeente en die de talrijkste en, op verre na, de belangrijkste gevallen uitmaken. Maar een uitleg is noodig voor het geval van lijnen die zich uitstrekken over het grondgebied van één zelfde gemeente, vermits dan alles zich zou kunnen beperken tot de tussenkomst van één enkele administratie, te weten van deze der plaats waarin de lijn zou worden aangelegd. Maar, behalve dat dergelijke gevallen zeer weinig talrijk zijn, dient men rekening te houden met het feit dat de besturen der minder belangrijke gemeenten, onder hun personeel, geen beambten tellen, die de speciale kennissen bezitten vereischt om over de technische voorwaarden en over de op te leggen beveiligingsmaatregelen te beslissen. Anderzijds, hetzij dat deze lijnen eenvoudige nijverheidsverbindingen zijn, bestemd om verschillende inrichtingen, die van één zelfde nijverheidsonderneming deel uitmaken, onderling te verbinden, hetzij dat deze lijnen bestemd zijn om belangrijke verbruikers van drijfkracht te voorzien, dan kan er een zekere tegenstrijdigheid van belangen ontstaan tusschen die van den aanvrager en die van de door de gemeente in regie beheerde of geconcedeerde verdeelingsonderneming. Dientengevolge loopen deze aanvragen gevaar ongunstig te worden beoor-

deeld, en het belanghebbende gemeentebestuur is blootgesteld bewijs te geven van partijdigheid. En zoo kan men uitleggen dat men liever het voorbeeld heeft gevolgd van wat reeds geschiedt in zake machtiging verleend aan de als gevaarlijk, ongezond, of hinderlijk ingedeelde inrichtingen, die, overeenkomstig het Koninklijk besluit van 29 Januari 1863, meestal binnen de bevoegdheid vallen der Deputatie.

De toelatingen voor de wegen worden in het algemeen gegeven zonder waarborg van den duur, en in dit geval hebben zij wezenlijk een tijdelijk karakter. Ten einde nochtans aan de ondernemingen die, vertrouwen stellende in de toelatingen voor de wegen, belangrijke kapitalen betrekken, sommige waarborgen tegen het willekeurig intrekken te verzekeren, voorziet het wetsontwerp dat de acten van intrekking der toelating onderworpen worden aan dezelfde formaliteiten als de acten van verleening. Bovendien, komt het intrekken der toelating als een zeer uitzonderlijke maatregel voor en die slechts wordt toegepast in betrekkelijk zeldzame gevallen. In practijk verkiezen de houders eene toelating, overigens, aan hun installaties de wijzigingen te brengen die de vereischten der beveiliging en van het behoud der wegen vergen of die de uitvoering van werken van openbaar nut noodzakelijk maken, liever dan gevaar te loopen, door een onrechtmatig verzet, de verkregen voordeelen te verliezen.

*
* * *

Wanneer de lijnen uitsluitend bestemd zijn tot het vervoer van elektrische energie, is het zeer natuurlijk dat de toelating voor de wegen geen enkel beding van commercieëlen aard bevat.

De vraag is meer ingewikkeld in de gevallen waarin de lijnen bestemd zijn tot een verdeling van energie, namelijk voor de drijfkracht.

Bestaat er geen aanleiding toe de verbruikers te beschermen tegen de eischen van een houder van toelating voor de wegen die mocht in verzoeking komen misbruik te maken van een monopolie zooniet in feite dan toch in rechte? Met, bij voorbeeld, in de toelating voor de wegen zekere bedingen van commercieëlen aard neer te schrijven, zooals een maximum-tarief voor den verkoop van energie.

Het wetsontwerp, zooals men opmerkt, zegt daaromtrent niets. Dit stilzwijgen is opzettelijk en dient volgenderwijze uitgelegd : voor het afleveren der toelatingen heeft de overheid in elk geval volle vrijheid, volgens de omstandigheden, erover te beslissen. Die omstandigheden verschillen overigens naar gelang het leveringen geldt voor de groot- de middelbare- en de kleinnijverheid, ofwel nog naar gelang die leveringen werden gedaan in werkelijke mededinging met andere ondernemingen of niet.

Men begrijpt immers dat de nijverheidsinrichtingen die een betrekkelijk belangrijke hoeveelheid energie noodig hebben en die bijgevolg die energie economischer door eigen middelen kunnen voortbrengen, slechts er toe zullen geneigd zijn die energie bij voorkeur aan electriciteitsnetten te ontleenen, dan wanneer de overeengekomen prijzen gunstig met hun eigen kostprijs kunnen vergeleken worden. Vermits ze zoo natuurlijk beschermd zijn tegen de eischen der ver-

deelingsondernemingen, is het bestaan van een maximumtarief voor hen van geenerlei nut. Integendeel kan het bestaan van een dergelijk tarief de minder belangrijke nijverheidsinrichtingen en voorzeker den huisarbeid en de kleine landbouwexploitaties beschermen.

Installatie van geleidingen op den openbaren weg of op private gronden.

De Staat, de provincies en de gemeenten of hun regies, alsmede de concessiehouders en de houders van toelatingen voor de wegen hebben het recht op of onder den openbaren weg de werken te verrichten vereischt tot het aanleggen en tot het onderhouden van hun lijnen of van hun net.

Het wetsontwerp verleent bovendien aan de openbare machten sommige rechten ten aanzien der eigendommen, den openbaren weg belendend, namelijk :

1° Het recht steunen en ankers te vestigen voor luchtgeleidingen, langs buiten de muren en gevels die uitgeven op den openbaren weg;

2° Het recht de luchtgeleidingen boven de private eigendommen te laten doorgaan zonder vastmaking daaraan, noch aanraking daarmee;

3° Het recht van besnoeien, 't is te zeggen de boomtakken af te hakken, waarvan de beweging of de onvoorziene val, kortsluiting of kabelbreuk zou kunnen veroorzaken.

Dezelfde rechten mogen worden verleend, zoowel door de acten van concessie aan concessiehouders der gemeentelijke verdeelingsondernemingen als door de acten van toelating voor de wegen aan hen die eene toelating ontvingen, op voorwaarde nochtans voor laatstbedoelde dat hun installaties als zijnde van algemeen nut door Koninklijk besluit erkend zijn geworden.

Bovenvermelde rechten van vestiging, van doorgang en van besnoeing hebben de eigenschap van wettelijke erfdienstbaarheden. Zij zijn slechts een eenvoudige inkrimping van het eigendomsrecht en geven aanleiding tot vergoeding, in geval van schade. Die rechten, overeenkomstig met die, te voren reeds aan de administratie der telegrafen en telefonen verleend, worden gerechtvaardigd niet alleen wegens het gemak dat zij verschaffen voor de installaties van electrische lijnen van openbaar belang maar ook ter wille van de voordeelen die er uit voortvloeien, het opruimen op den openbaren weg en de veiligheid van personen en zaken betreffende. De werken, waartoe de toepassing dezer rechten aanleiding geeft, sleepen geen enkele onteigening na zich en hinderen geenszins den eigenaar vrij te beschikken over zijn gebouwen en over zijn gronden. Hij behoudt het recht van afbraak, herstel of optrekking, alsmede het omheining- en bouwrecht.

Anderzijds, die werken kunnen slechts uitgevoerd worden na goedkeuring door de bevoegde overheid van de schets der geleidingen en onder de voorwaarden bepaald bij de in artikel 21 voorziene verordeningen.

* * *

Het gebeurt, — dit is speciaal het geval voor het vervoer op zeer hooge spanning, en de aanhoudende vooruitgang der moderne techniek streeft er

naar die te vermeerderen — dat de ontworpen electriche lijnen aan uitzonderlijke vereischten dienen te voldoen en ook dat, niettegenstaande het gemak hen door bovenbedoelde wettelijke maatregelen verschaft, hun installatie op den openbaren weg, ofwel overvloedige uitgaven zouden medebrengen, ofwel voor het gewoon verkeer niet aan te nemen hindernissen of gevaren zouden in het leven roepen. Vandaar de noodzakelijkheid die lijnen te laten doorgaan op private gronden, door er de noodige steunen op te vestigen.

Het kan ook gebeuren, vooral wegens bedenkingen in verband met den toestand van sommige wegen, dat men er toe gebracht zij liever ondergrondse dan luchtgeleidingen te bezigen. In dit geval, kan de noodzakelijkheid, waarin men zich bevindt, den kabel al de omwegen der gewone wegen te doen volgen, grootelijks den kostprijs hunner installatie bezwaren, zoodanig dat het zou kunnen voorkomen, dat, spijs de voordelen die zij aanbiedt, van dergelijke oplossing zou dienen afgezien. Om in dien toestand te verhelpen en rekening houdende overigens met het feit dat de installatie van ondergrondse geleidingen minder bezwaar oplevert voor de gewassen dan de installatie van steunen voor de luchtgeleidingen, heeft het wetsontwerp insgelijks de mogelijkheid aangenomen private gronden daarvoor te bezigen. Met dit doel, bepaalt het dat, door tusschenkomst van een Koninklijk besluit hetwelk aan de ontworpen lijn een eigenschap van algemeen nut zou toekennen, de onderneming zou kunnen gemachtigd worden op hare gronden, hetzij steunen voor de luchtgeleidingen te vestigen, hetzij kanalisaties voor de ondergrondse geleidingen aan te leggen; het hoeft niet gezegd dat de bijhoorigheden der lijnen insgelijks op bedoelde gronden zouden mogen aangelegd worden. Het zou aan de belanghebbende onderneming toegelaten zijn op die gronden den toegang te hebben haar volstrekt noodig om tijdens den duur der exploitatie, toezicht en behoud der installaties te kunnen verzekeren.

Reeds heeft de wet van 25 Mei 1875 op de concessies voor plaatselijke telegrafie toegelaten dergelijke installaties te vestigen, niet alleen op allerlei private gronden, maar ook op de gebouwen. In dit geval, zal men enkel mogen beschikken over gronden die noch onomheind, noch onbebouwd zijn, met dien verstande dat de installaties zullen opgeruimd worden, zoodra de eigenaar tot omheining of bouwwerk zal besloten hebben. De erfdienstbaarheid, gelet op den aard der gronden die er kunnen mee bezwaard zijn en op de voorwaarden, van dewelke zij afhankelijk is gesteld, zal de eigenaars en de bezitters slechts licht knellen. Bovendien zullen die personen vergoeding bekomen voor de schade hun door het plaatsen der palen en kabels berokkend, zooals ook door de andere bij de wet voorziene erfdienstbaarheden. De vergoeding waarop zij recht hebben wordt gegeven onder den vorm van jaarlijksche retributies. Die wijze van vergoeding is de billijkste gebleken omdat zij toelaat een juiste overeenstemming te handhaven tusschen de betaling der schadevergoeding en den duur der erfdienstbaarheid, en van de compensatie te laten genieten hij die werkelijk den last er van draagt.

Bescherming van electrische installaties.

Onder het regime der van kracht zijnde wetten, zijn de electrische installaties niet beschermd. De electriciteitsondernemingen hebben zich bijzonder meermaals beklagd over dien toestand, die overigens van aard is het algemeen belang grootelijks te schaden. Het vernielen of zelfs het eenvoudig stopzetten der installaties voor de voortbrengst en het vervoer van electrische energie kunnen immers voor gevolg hebben het nijverheids- en maatschappelijk leven eener gansche streek te schorsen, door haar plotselings te berooven van de voor het in gang houden der nijverheid of voor de verdeeling der publieke en private verlichting noodige energie. Ten einde deze inbreuken te beteugelen worden de volgende bepalingen van het strafwetboek door het wetsontwerp uitgebreid tot de installaties voor de voortbrengst, het vervoer, de verdeeling en de benutting van electrische energie : die van artikel 523 omtrent de vrijwillige gedeeltelijke of geheele vernieling van stoommachines, die van artikel 524 omtrent het verhinderen van verbindingen op de telegrafische lijnen, die van artikel 525 omtrent het beteugelen der door de twee voorgaande artikelen voorziene feiten, wanneer zij gezamenlijk of in bende of met behulp van gewelddaden of bedreigingen zijn uitgevoerd, en die van artikel 563 die straft degenen die onvrijwillig telegrafische draden, palen of toestellen vernielen of beschadigen.

De artikelen 524, 525 en 563 werden reeds door de wet van 11 Juni 1885 op de telefonische lijnen en door de wet van 10 Juli 1908 op de radiotelegrafie en de radiotelefonie toepasselijk gemaakt.

Er dient gewezen op een andere bepaling vervat in artikel 23, op die welke aan de electriciteitsondernemingen de bevoegdheid toekent particuliere wachters te doen aannemen en beëedigen die het recht hebben processen-verbaal op te maken tegen hen, schuldig aan aanslagen op electrische installaties. Deze bepaling was noodig geworden door de aanmerkelijke ontwikkeling door de netten van vervoer en verdeeling van electrische energie genomen en door het onvoldoende toezicht waaraan zij thans lijden, vooral in de landelijke gedeelten van België. De electriciteitsondernemingen werden er reeds toe verplicht, zij zelf, bij het toezicht hunner lijnen, wachters aan te stellen. Maar opdat het optreden van laatstbedoelde doelmatig weze dienen zij in de mogelijkheid gesteld processen-verbaal op te maken, wanneer zij aanslagen op de netten constateeren.

Overgangsbepalingen.

De vóór de bekendmaking dezer wet gevestigde electriciteitsondernemingen functionneeren later natuurlijk voort en de aanvragen tot machtiging dienen niet vernieuwd.

Niets belet de toepassing der nieuwe wet, wat betreft de gemeentelijke regies. Nochtans betaamt het zekere verzachtingen aan de uitvoeringsmaatregelen toe te brengen. Zoo dient men in overweging te nemen het feit dat sommige gemeenten, rekenende op het uitsluitend recht dat zij in den

huidigen toestand hebben, wat betreft de benutting van de gemeentelijke wegen, er toe gebracht kunnen zijn geworden speciale installaties te doen om aan hun regies toe te laten de elektrische energie te leveren aan inrichtingen tot den Staat of tot de provincie behoorend. Ten einde hen in de gelegenheid te stellen de daarvoor gedane uitgaven af te lossen, voorziet artikel 29 van het wetsontwerp dat, in dit geval, het recht, den Staat en de provincie toegekend, met hetzelfde doel over de gemeentelijke wegen te beschikken, niet vóór een tijdsbestek van tien jaar zal mogen uitgeoefend worden.

Evenzoo bevat artikel 29 een bepaling, die op een voor de regies billijke wijze den overgang verzekert van het vorige naar het nieuwe regime. Die bepaling zegt dat de inrichtingen die thans van drijfkracht worden bediend door een in regie exploiteerende gemeente niet vóór tien jaar hun toevlucht mogen nemen tot de mededinging wat betreft de hun noodige drijfkracht, zelfs indien in den loop van dit tijdsbestek het vereischte vermogen het grensvermogen van 400 kilowatt kwam te overschrijden.

Aanvullende reglementeeringsmaatregelen.

Er werd reeds op gewezen dat het wetsontwerp aan de Regeering de zorg toevertrouwt de algemeene reglementeering aan te vullen onder opzicht der exploitatievoorwaarden der concessies en der toelatingen voor de wegen.

Artikel 24 voorziet nog dat Koninklijke besluiten zullen bepalen :

1^o de algemeene verordeningen omtrent het aanleggen en exploiteeren van elektrische lijnen en omtrent de veiligheidsmaatregelen onverminderd het politierecht der wettige overheid ;

2^o de aanbestedingsvoorwaarden — types op grond waarvan in alle geval de aanbesteding der te concedeeren verdeelingsondernemingen mag geschieden ;

3^o de schaal der maxima-retributies die de Staat, de provincies en de gemeenten gemachtigd zijn te innen wegens het bezetten van het openbaar domein door lijnen krachtens toelatingen voor de wegen aangelegd ;

4^o de door den Staat, de provincies en de gemeenten te volgen proceduur voor de benutting van een weg die van hun respectief grondgebied geen deel uitmaakt ;

5^o den vorm waarouder de aanvraag om toelating voor de wegen dient gedaan, de begeleidende bescheiden, de onderzoeken te doen door de overheid bij wie zulke aanvraag aanhangig is gemaakt, de tijdsruimten binnen dewelke die overheid dient te beslissen en binnen dewelke zij de belanghebbende met de beslissing dient in kennis te stellen.

Ten einde de belanghebbende administraties voor te lichten omtrent de verschillende aangelegenheden van technischen aard die de toepassing der nieuwe wet zal doen ontstaan, is het noodig gebleken in artikel 22 de instelling te voorzien, aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, van een Raadgevend Comité.

De Regeering zal zorgen dat, wat de samenstelling van bedoeld Comité

betreft, al de belanghebbende in kwestie zooveel mogelijk vertegenwoordigd zijn. Het Comité omvat namelijk vertegenwoordigers der bedrijven van de voortbrengst, van het vervoer en van de verdeeling van electrische energie, en vertegenwoordigers van de bedrijven en van de particulieren die de hetzij voor de verlichting, hetzij voor de drijfkracht verdeelde energie verbruiken.

Eveneens werd het noodzakelijk geacht, in den schoot van dit Comité het tot stand brengen te voorzien van vaste secties om toe te laten het werk op een verstandige wijze te verdeelen. Dit Comité of de in zijn schoot tot stand gebrachte vaste secties, overeenkomstig het bij Koninklijk besluit te nemen grondreglement, zullen advies uitbrengen in de gevallen uitdrukkelijk door de wet voorzien, alsmede omtrent al de toepassingsaangelegenheden die de Minister bij hen aanhangig zal maken.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSON.

